

# Assemblée Générale Mixte du 25 avril 2013

---

AVIS DE CONVOCATION



**IMERYS**  
TRANSFORM TO PERFORM



Société Anonyme  
au capital de 150 737 092 euros  
Siège social : 154, rue de l'Université  
75007 Paris  
562 008 151 R.C.S. Paris

**Madame, Monsieur, Cher Actionnaire,**

Nous avons l'honneur de vous informer que **l'Assemblée Générale Mixte d'Imerys** est appelée à se réunir sur première convocation :

**le jeudi 25 avril 2013 à 11 heures**

**au Pavillon Dauphine, Place du Maréchal de Lattre de Tassigny - 75116 Paris.**

Nous vous prions de trouver ci-après les modalités pratiques de participation à cette Assemblée, son ordre du jour, les projets de résolution qui seront soumis à son approbation, un exposé sommaire de la situation de la Société pendant l'exercice écoulé, le tableau des résultats financiers des cinq derniers exercices ainsi qu'une formule de demande d'envoi des documents et renseignements visés à l'article R. 225-83 du Code de commerce.

**Le Conseil d'Administration**

# SOMMAIRE

COMMENT PARTICIPER A L'ASSEMBLEE GENERALE ?	3
ORDRE DU JOUR	5
PROJETS DE RESOLUTION PROPOSEES PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION	6
IMERYS EN 2012 : EXPOSE SOMMAIRE	19
RESULTATS DES CINQ DERNIERS EXERCICES	25
DEMANDE D'ENVOI DE DOCUMENTS	26

# COMMENT PARTICIPER A L'ASSEMBLEE GENERALE ?

## Les différents modes de participation

Quel que soit le nombre d'actions que vous possédez, vous avez le droit de participer et de voter à l'Assemblée. Vous avez la possibilité de choisir entre quatre modes de participation :

- 1) assister personnellement à l'Assemblée,
- 2) voter par correspondance,
- 3) donner pouvoir au Président de l'Assemblée,
- 4) vous faire représenter par toute personne de votre choix.

## Quelles sont les formalités préalables à accomplir pour justifier de votre qualité d'actionnaire en vue de participer à l'Assemblée ?

Le droit de participer à l'Assemblée Générale est subordonné à l'**enregistrement comptable** de vos actions **au plus tard le 22 avril 2013 à zéro heure – heure de Paris** ("date d'enregistrement" ou "record date").

- Si vos actions sont inscrites au nominatif (pur ou administré), vous n'avez aucune démarche à effectuer car l'enregistrement comptable de vos actions est automatique.
- Si vos actions sont au porteur, vous devez obtenir auprès de votre intermédiaire financier habituel (banque, établissement financier, société de bourse) teneur de votre compte, **une attestation de participation** justifiant l'enregistrement comptable de vos titres.

## Vous souhaitez assister à l'Assemblée

Si vous souhaitez assister à l'Assemblée, vous devez préalablement demander une **carte d'admission**. Pour cela, nous vous remercions de bien vouloir cocher la case **A** du **Formulaire** joint au présent avis de convocation.

## Vous souhaitez voter par correspondance ou vous faire représenter à l'Assemblée

Nous vous remercions de bien vouloir cocher la case **B** du **Formulaire**, ainsi que la case correspondant au choix que vous retiendrez parmi les trois possibilités suivantes :

- voter par correspondance, en cochant la case **1** et en noircissant, le cas échéant, les résolutions qui ne recueillent pas votre adhésion ;
- donner pouvoir au Président de l'Assemblée en cochant la case **2** ;
- donner mandat à toute personne de votre choix en cochant la case **3** : dans ce cas, il convient d'indiquer le nom et les coordonnées de la personne que vous aurez désignée ; à défaut, le Président de l'Assemblée émettra un vote favorable à l'adoption des projets de résolution présentés ou agréés par le Conseil d'Administration et un vote défavorable à l'adoption de tous les autres projets de résolution.

**Attention** : le Formulaire, dûment complété, daté et signé, doit être retourné par courrier exclusivement à CACEIS CT<sup>(\*)</sup> au plus tard le 22 avril 2013.

Si vos actions sont au porteur, ce Formulaire devra être impérativement accompagné de l'attestation de participation mentionnée ci-dessus.

Par ailleurs et conformément à la loi, vous avez également la possibilité de désigner et, le cas échéant, révoquer, votre mandataire par voie électronique. Pour ce faire, vous devez adresser une copie par e-mail du Formulaire dûment rempli et signé à l'adresse [actionnaires@imerys.com](mailto:actionnaires@imerys.com), au plus tard le 22 avril 2013. Si vos actions sont au porteur, le Formulaire devra être accompagné de l'attestation de participation mentionnée ci-dessus. Nous attirons votre attention sur le fait que le mandataire que vous aurez désigné devra se présenter le jour de l'Assemblée Générale muni de la copie du Formulaire dûment complété et signé, de sa pièce d'identité ainsi que d'une copie de la votre. La révocation éventuelle de ce mandat devra intervenir dans les mêmes formes et délais que sa désignation : par courrier adressé par e-mail à l'adresse [actionnaires@imerys.com](mailto:actionnaires@imerys.com) au plus tard le 22 avril 2013.

<sup>(\*)</sup> Crédit Agricole Caisse d'Epargne Investor Services Corporate Trust (CACEIS CT) – Service Assemblées – 14 rue Rouget de Lisle – 92862 Issy les Moulineaux Cedex 09. Téléphone : 33 (0) 1 57 78 32 32 – Fax : 33 (0) 1 49 08 05 82.

## **Vous souhaitez voter par Internet**

Vous avez également la possibilité de voter par Internet préalablement à l'Assemblée, en vous connectant au site [www.imerys.com](http://www.imerys.com) – Actionnaires Individuels – Assemblée Générale.

- Si vos actions sont inscrites au nominatif :

vous devez vous identifier au moyen de l'identifiant et du code d'accès qui vous aura été transmis par courrier par CACEIS CT et suivre les indications mentionnées à l'écran.

- Si vos actions sont au porteur :

vous devez suivre les indications données à l'écran afin d'effectuer votre demande d'attestation de participation. Cette demande sera transmise à votre intermédiaire financier qui devra retourner l'attestation de participation (avec la mention "vote par Internet") à CACEIS CT. A réception de cette attestation, CACEIS CT vous adressera par courrier électronique votre identifiant et votre code d'accès, nécessaires à votre connexion au site. Vous pourrez alors exprimer votre vote.

Cet espace Internet sécurisé et dédié au vote préalable à l'Assemblée sera ouvert du 5 avril au 24 avril 2013 jusqu'à 15 heures – heure de Paris, veille de l'Assemblée.

**Attention** : tout actionnaire ayant voté par correspondance ou par Internet, adressé un pouvoir ou demandé une carte d'admission n'aura plus la possibilité de choisir un autre mode de participation à l'Assemblée ; l'actionnaire qui aura voté par correspondance ou par Internet, ou adressé un pouvoir pourra néanmoins y assister, sans prendre part au vote.

## **Cession de vos actions**

Conformément à l'article R. 225-85 du Code de commerce, tout actionnaire ayant effectué l'une des formalités ci-dessus peut néanmoins céder tout ou partie de ses actions. Cependant, si la cession intervient avant le troisième jour ouvré précédant l'Assemblée, soit avant le 22 avril 2013 à zéro heure – heure de Paris, la Société invalidera ou modifiera en conséquence, selon le cas, le vote exprimé par correspondance, la procuration, la carte d'admission ou l'attestation de participation. A cette fin, l'intermédiaire habilité teneur de compte de l'actionnaire notifiera la cession à la Société ou à CACEIS CT, et lui transmettra les informations nécessaires. Aucune cession ni autre opération réalisée après le troisième jour ouvré précédant l'Assemblée, à zéro heure – heure de Paris, ne sera prise en considération par la Société.

## **Documents et informations mis à disposition des actionnaires**

Les documents et informations devant être mis à disposition des actionnaires conformément à la réglementation en vigueur, peuvent être consultés au siège de la Société, sur son site internet ou obtenus sur simple demande adressée à CACEIS CT. Nous vous précisons à cet effet que les documents mentionnés à l'article R. 225-73-1 du Code de commerce ont été publiés sur le site [www.imerys.com](http://www.imerys.com) dans les délais prévus par la réglementation en vigueur.

Vous pouvez également prendre connaissance des comptes annuels de la Société, des comptes consolidés du Groupe et du rapport de gestion du Conseil d'Administration relatifs à l'exercice 2012, des informations et renseignements professionnels concernant les Administrateurs de la Société en fonction au 31 décembre 2012 ou dont la nomination est proposée à l'Assemblée Générale Mixte du 25 avril 2013 ainsi que de la présentation par le Conseil d'Administration des résolutions soumises au vote de cette même Assemblée, en consultant et téléchargeant sur le site [www.imerys.com](http://www.imerys.com) le Document de Référence 2012 d'Imerys déposé auprès de l'AMF.

# ORDRE DU JOUR

## Partie ordinaire

1. Approbation de la gestion et des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2012 ;
2. approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2012 ;
3. affectation du résultat et détermination du dividende au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2012 ;
4. rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions et engagements visés aux articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce ;
5. renouvellement du mandat d'Administrateur de Monsieur Ian Gallienne ;
6. renouvellement du mandat d'Administrateur de Madame Fatine Layt ;
7. renouvellement du mandat d'Administrateur de Monsieur Robert Peugeot ;
8. renouvellement du mandat d'Administrateur de Monsieur Olivier Pirotte ;
9. renouvellement du mandat d'Administrateur de Monsieur Amaury de Seze ;
10. ratification de la nomination de Madame Marion Guillou en qualité d'Administrateur ;
11. nomination de Madame Marie-Françoise Walbaum en qualité de nouvel Administrateur ;
12. achat par la Société de ses propres actions.

## Partie extraordinaire

13. Délégation de compétence au Conseil d'Administration à l'effet d'augmenter le capital social par émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital, avec maintien du droit préférentiel de souscription ;
14. délégation de compétence au Conseil d'Administration à l'effet d'augmenter le capital social par émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription ;
15. délégation de compétence au Conseil d'Administration à l'effet d'augmenter le capital social par émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription, dans le cadre d'une offre par placement privé visée au II de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier ;
16. délégation de compétence au Conseil d'Administration à l'effet d'augmenter le nombre de titres en cas d'augmentation de capital avec maintien ou suppression du droit préférentiel de souscription ;
17. autorisation donnée au Conseil d'Administration à l'effet de fixer le prix d'émission des actions ou des valeurs mobilières donnant accès au capital, en cas de suppression du droit préférentiel de souscription, dans la limite de 10 % du capital par an ;
18. délégation de pouvoirs au Conseil d'Administration à l'effet d'augmenter le capital en vue de rémunérer des apports en nature constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription et dans la limite de 10 % du capital par an ;
19. délégation de compétence au Conseil d'Administration à l'effet d'augmenter le capital social par incorporation de réserves, bénéfices, primes de fusion, d'apport ou autres ;
20. délégation de compétence au Conseil d'Administration à l'effet d'émettre des valeurs mobilières donnant droit à l'attribution de titres de créance ;
21. limitation globale du montant nominal des augmentations de capital et des émissions de titres d'emprunt pouvant résulter des délégations et autorisations qui précèdent ;
22. délégation de compétence au Conseil d'Administration à l'effet d'augmenter le capital social par émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital réservées aux adhérents à un plan d'épargne d'entreprise de la Société ou de son Groupe, avec suppression du droit préférentiel de souscription ;
23. délégation de compétence au Conseil d'Administration à l'effet d'émettre des bons de souscription et/ou d'acquisition d'actions (BSA) au bénéfice de salariés et mandataires sociaux de la Société et de ses filiales, ou à certaines catégories d'entre eux, avec suppression du droit préférentiel de souscription ;
24. autorisation donnée au Conseil d'Administration de réduire le capital social par annulation d'actions auto-détenues ;
25. pouvoirs.

# PROJETS DE RESOLUTION PROPOSES PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

## PARTIE ORDINAIRE

### Première résolution

*Approbation de la gestion et des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2012*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du Rapport de Gestion du Conseil d'Administration et du Rapport des Commissaires aux comptes relatifs aux comptes annuels de la Société au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2012, approuve lesdits comptes tels qu'ils ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

### Deuxième résolution

*Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2012*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du Rapport de Gestion du Conseil d'Administration et du Rapport des Commissaires aux comptes relatifs aux comptes consolidés du Groupe au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2012, approuve lesdits comptes tels qu'ils ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

### Troisième résolution

*Affectation du résultat – Détermination du dividende au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2012*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration :

constate que le bénéfice de la Société pour l'exercice écoulé s'élève à :	60 415 360,23 euros
auquel s'ajoute le report à nouveau d'un montant de :	258 940 304,83 euros
formant ainsi un total distribuable de :	319 355 665,06 euros
décide de verser, au titre de l'exercice 2012, un dividende de 1,55 euro à chacune des 75 368 546 actions composant le capital social au 1 <sup>er</sup> janvier 2013, représentant une distribution de :	(116 821 246,30) euros
et affecte le solde au report à nouveau qui s'élève désormais à :	202 534 418,76 euros

L'Assemblée Générale décide que le montant total du dividende versé sera ajusté en fonction du nombre d'actions émises depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013 à la suite de levées d'options de souscription d'actions et ayant droit au dividende de l'exercice 2012 à la date de paiement de ce dividende. Le montant affecté au report à nouveau sera déterminé sur la base du montant total du dividende effectivement mis en paiement.

L'Assemblée Générale décide que le dividende sera mis en paiement à compter du 13 mai 2013.

Si lors de la mise en paiement du dividende, la Société détenait certaines de ses actions, les sommes correspondant aux dividendes qui n'auraient pas été distribuées de ce fait, seraient affectées au report à nouveau.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, il est précisé que le dividende ouvre droit pour les personnes physiques fiscalement domiciliées en France à l'abattement de 40 % prévu au 2° du 3 de l'article 158 du Code général des impôts.

L'Assemblée Générale prend acte que le montant des dividendes par action mis en paiement au titre des trois exercices précédents a été le suivant :

Exercice clos le :	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2009
Dividende net par action	1,50 €*	1,20 €*	1,00 €*
Nombre d'actions ayant perçu le dividende	75 175 846	75 497 951	75 505 458
Distribution nette totale	112,7 M€	90,6 M€	75,5 M€

\* Dividende éligible à l'abattement de 40 %.

#### **Quatrième résolution**

*Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions et engagements visés aux articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes établi en application des dispositions de l'article L. 225-40 du Code de commerce, et statuant sur ce rapport, constate qu'aucune convention nouvelle ni aucun engagement nouveau relevant des dispositions des articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce, autres que ceux d'ores et déjà approuvés par l'Assemblée Générale Mixte du 26 avril 2012, n'a été conclu ou autorisé par le Conseil d'Administration au cours de l'exercice 2012.

#### **Cinquième résolution**

*Renouvellement du mandat d'Administrateur de Monsieur Ian Gallienne*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, constatant que le mandat d'Administrateur de Monsieur Ian Gallienne vient à échéance à l'issue de la présente Assemblée, décide de renouveler ce mandat pour une durée qui, conformément aux dispositions statutaires, prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée, en 2016, à statuer sur la gestion et les comptes de l'exercice 2015.

#### **Sixième résolution**

*Renouvellement du mandat d'Administrateur de Madame Fatine Layt*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, constatant que le mandat d'Administrateur de Madame Fatine Layt vient à échéance à l'issue de la présente Assemblée, décide de renouveler ce mandat pour une durée qui, conformément aux dispositions statutaires, prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée, en 2016, à statuer sur la gestion et les comptes de l'exercice 2015.

#### **Septième résolution**

*Renouvellement du mandat d'Administrateur de Monsieur Robert Peugeot*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, constatant que le mandat d'Administrateur de Monsieur Robert Peugeot vient à échéance à l'issue de la présente Assemblée, décide de renouveler ce mandat pour une durée qui, conformément aux dispositions statutaires, prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée, en 2016, à statuer sur la gestion et les comptes de l'exercice 2015.

#### **Huitième résolution**

*Renouvellement du mandat d'Administrateur de Monsieur Olivier Pirotte*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, constatant que le mandat d'Administrateur de Monsieur Olivier Pirotte vient à échéance à l'issue de la présente Assemblée, décide de renouveler ce mandat pour une durée qui, conformément aux dispositions statutaires, prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée, en 2016, à statuer sur la gestion et les comptes de l'exercice 2015.

#### **Neuvième résolution**

*Renouvellement du mandat d'Administrateur de Monsieur Amaury de Seze*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, constatant que le mandat d'Administrateur de Monsieur Amaury de Seze vient à échéance à l'issue de la présente Assemblée, décide de renouveler ce mandat pour une durée qui, conformément aux dispositions statutaires, prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée, en 2016, à statuer sur la gestion et les comptes de l'exercice 2015.

#### **Dixième résolution**

*Ratification de la nomination de Madame Marion Guillou en qualité d'Administrateur*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, ratifie la décision prise par ce dernier de nommer Madame Marion Guillou en qualité de nouvel Administrateur de la Société, en remplacement de M. Maximilien de Limburg Stirum, démissionnaire, pour la durée du mandat de son prédécesseur restant à courir, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale appelée, en 2014, à statuer sur la gestion et les comptes de l'exercice 2013.



## **Onzième résolution**

### *Nomination de Madame Marie-Françoise Walbaum en qualité d'Administrateur*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, décide de nommer Madame Marie-Françoise Walbaum en qualité de nouvel Administrateur de la Société pour une durée qui, conformément aux dispositions statutaires, prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée, en 2015, à statuer sur la gestion et les comptes de l'exercice 2014.

## **Douzième résolution**

### *Achat par la Société de ses propres actions*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, en application des dispositions de l'article L. 225-209 et suivants du Code de commerce et des articles 241-1 à 241-6 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers :

1) autorise le Conseil d'Administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, à procéder à l'achat des actions de la Société :

- en vue de l'annulation des actions ainsi acquises, ainsi que, le cas échéant, de celles acquises dans le cadre d'autorisations de rachat d'actions antérieures, sous réserve de l'approbation de la vingt-quatrième résolution soumise à la présente Assemblée Générale ;
- en vue d'animer le marché par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement intervenant au nom et pour le compte de la Société en toute indépendance et sans être influencé par la Société, dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à une Charte de Déontologie reconnue par l'Autorité des marchés financiers ou de toute autre manière conformément à la réglementation applicable en vigueur,
- en vue d'attribuer ou de céder des actions aux salariés, anciens salariés ou mandataires de la Société et de ses filiales au sens des articles L. 225-180 et L. 233-3 du Code de commerce, notamment dans le cadre de plans d'épargne salariale, d'options d'achat d'actions, ou d'attributions gratuites d'actions, dans les conditions prévues par la loi,
- et pour la remise ou l'échange d'actions, en particulier à l'occasion d'émission de titres ou de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital, ou dans le cadre d'opérations de croissance externe.

L'acquisition, la cession, le transfert et l'échange des actions pourront être effectués, dans le respect de la réglementation en vigueur, sur le marché ou de gré à gré, par tous moyens, y compris par transfert de blocs, par l'utilisation ou l'exercice de tout instrument financier et produit dérivé ;

2) fixe les limites suivantes à l'utilisation de la présente autorisation par le Conseil d'Administration :

- le nombre maximum d'actions pouvant être acquises ne pourra excéder 10 % du nombre total d'actions émises et en circulation au 1<sup>er</sup> janvier 2013, soit 7 536 854 actions,
- le nombre d'actions que la Société détiendra, directement ou indirectement, à quelque moment que ce soit, ne pourra dépasser 10 % des actions composant le capital de la Société,
- le prix maximum d'achat des actions ne pourra être supérieur à 70 euros,
- le montant maximal susceptible d'être ainsi consacré par la Société à ces acquisitions ne pourra être supérieur à 527,6 millions d'euros ;

3) décide que, en cas de modification du nominal des actions, d'augmentation de capital par incorporation de réserves et d'attribution gratuite d'actions ainsi qu'en cas, soit d'une division, soit d'un regroupement des titres, le montant maximal consacré à ces acquisitions et le nombre maximal de titres à acquérir indiqués ci-dessus seront ajustés en conséquence par un coefficient multiplicateur égal au rapport entre le nombre de titres composant le capital avant l'opération et ce nombre après l'opération ;

4) fixe à dix-huit mois, à compter du jour de la présente Assemblée, la durée de validité de la présente autorisation, qui prive ainsi d'effet, pour la partie non utilisée, toute délégation antérieure accordée au Conseil d'Administration relative à l'acquisition par la Société de ses propres actions ;

5) confère tous pouvoirs au Conseil d'Administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, pour mettre en œuvre cette autorisation et, notamment, pour passer tous ordres de bourse, signer tous actes d'achat, de cession, d'échange ou de transfert, conclure tous accords, effectuer toutes déclarations auprès de l'Autorité des marchés financiers et de tout autre organisme, procéder aux ajustements prévus ci-dessus, remplir toutes formalités et, en général, faire le nécessaire.

## PARTIE EXTRAORDINAIRE

### Treizième résolution

*Délégation de compétence au Conseil d'Administration à l'effet d'augmenter le capital social par émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital, avec maintien du droit préférentiel de souscription*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes et conformément aux dispositions des articles L. 225-129-2, L. 228-91 et suivants du Code de commerce :

- 1) délègue au Conseil d'Administration sa compétence pour décider l'augmentation du capital de la Société, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, sur le marché français et/ou sur le marché international, en euros ou en toute autre devise par l'émission, avec maintien du droit préférentiel de souscription, d'actions ordinaires et/ou de toutes autres valeurs mobilières de la Société, représentatives ou non de titres de créance, donnant accès par tous moyens, immédiatement et/ou à terme, à tout moment ou à dates fixes, à des actions ordinaires, existantes ou à émettre, de la Société, ou, conformément à l'article L. 228-93 du Code de commerce, de toute société qui possède directement ou indirectement plus de la moitié de son capital ou dont elle possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital, que ce soit par souscription, conversion, échange, remboursement, présentation d'un bon ou de toute autre manière, ces valeurs mobilières pouvant être également libellées en monnaies étrangères ou en unité monétaire quelconque établie par référence à plusieurs monnaies ;
- 2) décide de limiter ainsi qu'il suit le montant des émissions autorisées en cas d'usage par le Conseil d'Administration de la présente délégation de compétence :
  - le montant nominal global des actions ordinaires susceptibles d'être émises, directement ou sur présentation de valeurs mobilières, en vertu de la présente délégation ne pourra être supérieur à 75 millions d'euros, soit, à titre indicatif, 50 % du capital de la Société au 31 décembre 2012, étant précisé que le montant nominal de ces émissions s'imputera sur le plafond global d'augmentation de capital fixé dans la vingt-et-unième résolution, et qu'à ce montant s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal supplémentaire des actions à émettre pour préserver, conformément à la loi et aux stipulations contractuelles applicables, les droits des porteurs de valeurs mobilières ou de droits donnant accès au capital,
  - le montant nominal global des valeurs mobilières représentatives de titres de créance susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation et donnant accès immédiatement ou à terme au capital de la Société ne pourra être supérieur à 1 milliard d'euros ou la contre-valeur de ce montant à la date de la décision d'émission, étant précisé que le montant nominal de ces émissions s'imputera sur le plafond global d'émission de titres d'emprunt fixé dans la vingt-et-unième résolution ;
- 3) en cas d'usage de la présente délégation de compétence :
  - décide que la ou les émissions seront réservées par préférence aux actionnaires qui pourront souscrire à titre irréductible,
  - confère au Conseil d'Administration la faculté d'instituer un droit de souscription à titre réductible,
  - décide, conformément aux dispositions de l'article L. 225-134 du Code de commerce, que si les souscriptions à titre irréductible et, le cas échéant, à titre réductible, n'ont pas absorbé la totalité d'une émission telle que définie ci-dessus, le Conseil d'Administration pourra utiliser, dans l'ordre qu'il estimera opportun, l'une et/ou l'autre des facultés ci-après :
    - limiter l'émission au montant de ces souscriptions, sous la condition que celui-ci atteigne au moins les trois-quarts de l'émission considérée,
    - répartir librement tout ou partie des titres non souscrits,
    - offrir au public tout ou partie des titres non souscrits ;
- 4) constate que la présente délégation emporte renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions de la Société auxquelles les valeurs mobilières émises en vertu de la présente délégation pourront donner droit ;
- 5) décide que le Conseil d'Administration disposera, dans les limites fixées ci-dessus, des pouvoirs nécessaires pour :
  - fixer les conditions de la ou des émissions, et notamment les formes et caractéristiques des valeurs mobilières à créer, arrêter les dates d'ouverture et de clôture des souscriptions, constater la réalisation des augmentations de capital qui en résultent, procéder à la modification corrélative des statuts,

- imputer, à sa seule initiative, les frais des augmentations de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du capital après chaque augmentation,
  - procéder à tous ajustements requis en conformité avec les dispositions légales et contractuelles applicables et fixer les modalités selon lesquelles sera assurée, le cas échéant, la préservation des droits des porteurs de valeurs mobilières ou de droits donnant accès au capital,
  - déléguer lui-même au Directeur Général, ou avec son accord, à un ou plusieurs directeurs généraux délégués, les pouvoirs nécessaires à la réalisation de l'augmentation de capital ainsi que celui d'y surseoir dans les limites et selon les modalités que le Conseil d'Administration pourra préalablement fixer,
  - et, plus généralement, prendre toutes mesures, conclure tous accords, effectuer toutes formalités et faire le nécessaire pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées ;
- 6) fixe à vingt-six mois, à compter du jour de la présente Assemblée, la durée de la présente délégation qui prive d'effet toute délégation antérieure ayant le même objet.

### **Quatorzième résolution**

*Délégation de compétence au Conseil d'Administration à l'effet d'augmenter le capital social par émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes et conformément aux dispositions des articles L. 225-129-2, L. 225-135, L. 225-135-1, L. 225-136, et L. 228-91 et suivants du Code de commerce :

- 1) délègue au Conseil d'Administration sa compétence pour décider l'augmentation du capital de la Société, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, sur le marché français et/ou sur le marché international, en euros ou en toute autre devise, par l'émission d'actions ordinaires et/ou de toutes autres valeurs mobilières de la Société, représentatives ou non de titres de créance, donnant accès par tous moyens, immédiatement et/ou à terme, à tout moment ou à dates fixes, à des actions ordinaires, existantes ou à émettre, de la Société ou, conformément à l'article L. 228-93 du Code de commerce, de toute société qui possède directement ou indirectement plus de la moitié de son capital ou dont elle possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital, que ce soit par souscription, conversion, échange, remboursement, présentation d'un bon ou de toute autre manière, ces valeurs mobilières pouvant être également libellées en monnaies étrangères ou en unité monétaire quelconque établie par référence à plusieurs monnaies ;
- 2) décide de limiter ainsi qu'il suit le montant des émissions autorisées en cas d'usage par le Conseil d'Administration de la présente délégation de compétence :
  - le montant nominal global des actions susceptibles d'être émises, directement ou sur présentation de valeurs mobilières, en vertu de la présente délégation ne pourra être supérieur à 30 millions d'euros, soit, à titre indicatif, environ 20 % du capital de la Société au 31 décembre 2012, étant précisé que le montant nominal de ces émissions s'imputera sur le plafond global d'augmentation de capital fixé dans la vingt-et-unième résolution et qu'à ce montant s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal supplémentaire des actions à émettre pour préserver, conformément à la loi et aux stipulations contractuelles applicables, les droits des porteurs de valeurs mobilières ou de droits donnant accès au capital,
  - le montant nominal global des valeurs mobilières représentatives de titres de créance susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation et donnant accès immédiatement ou à terme au capital de la Société ne pourra être supérieur à 1 milliard d'euros ou la contre-valeur de ce montant à la date de la décision d'émission, étant précisé que le montant nominal de ces émissions s'imputera sur le plafond global d'émission de titres d'emprunt fixé dans la vingt-et-unième résolution ;
- 3) décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux titres faisant l'objet de la présente résolution en laissant toutefois au Conseil d'Administration, conformément aux dispositions de l'article L. 225-135 du Code de commerce, la faculté de conférer aux actionnaires, pendant un délai et selon les modalités qu'il fixera et pour tout ou partie d'une émission effectuée, une priorité de souscription ne donnant pas lieu à la création de droits négociables, qui devra s'exercer proportionnellement au nombre des actions possédées par chaque actionnaire ;
- 4) constate que la présente délégation emporte renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions de la Société auxquelles les valeurs mobilières émises en vertu de la présente délégation pourront donner droit ;

5) décide que :

- le prix d'émission des actions ordinaires émises en vertu de la présente délégation, sera fixé par le Conseil d'Administration conformément aux dispositions des articles L. 225-136 1° et R. 225-119 du Code de commerce et devra être au moins égal à la moyenne pondérée des cours de l'action Imerys des trois dernières séances de bourse précédant sa fixation, éventuellement diminuée d'une décote maximale de 5 %,
- le prix d'émission des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société sera tel que la somme perçue immédiatement, majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement, soit, pour chaque action ordinaire de la Société émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égale au prix minimum défini à l'alinéa précédent après correction, s'il y a lieu, de ce montant pour tenir compte de la différence de date de jouissance ;

6) décide que le Conseil d'Administration pourra, dans la limite du montant global d'émission autorisé au paragraphe 2) ci-dessus, émettre des actions ordinaires et/ou des valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme à des actions existantes ou à émettre de la Société, à l'effet de rémunérer des titres apportés à la Société dans le cadre d'une offre publique d'échange dans les limites et sous les conditions prévues par l'article L. 225-148 du Code de commerce ;

7) décide que le Conseil d'Administration disposera, dans les limites fixées ci-dessus, des pouvoirs nécessaires pour :

- fixer les conditions de la ou des émissions, et notamment les formes et caractéristiques des valeurs mobilières à créer, arrêter les dates d'ouverture et de clôture des souscriptions, constater la réalisation des augmentations de capital qui en résultent, procéder à la modification corrélative des statuts,
- en cas d'émission de titres appelés à rémunérer des titres apportés dans le cadre d'une offre publique d'échange : arrêter le nombre et les caractéristiques des titres apportés en échange ; fixer les conditions d'émission, la parité d'échange ainsi que, le cas échéant, le montant de la soulte en espèce à verser ; déterminer les modalités de l'émission,
- imputer, à sa seule initiative, les frais des augmentations de capital sur le montant des primes y afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du capital après chaque augmentation,
- procéder à tous ajustements requis en conformité avec les dispositions légales et contractuelles applicables et fixer les modalités selon lesquelles sera assurée, le cas échéant, la préservation des droits des porteurs de valeurs mobilières ou de droits donnant accès au capital,
- déléguer lui-même au Directeur Général, ou avec son accord, à un ou plusieurs directeurs généraux délégués, les pouvoirs nécessaires à la réalisation de l'augmentation de capital ainsi que celui d'y surseoir dans les limites et selon les modalités que le Conseil d'Administration pourra préalablement fixer, et
- plus généralement, prendre toutes mesures, conclure tous accords, effectuer toutes formalités et faire le nécessaire pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées ;

8) fixe à vingt-six mois, à compter du jour de la présente Assemblée, la durée de la présente délégation qui prive d'effet toute délégation antérieure ayant le même objet.

### **Quinzième résolution**

*Délégation de compétence au Conseil d'Administration à l'effet d'augmenter le capital social par émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription, dans le cadre d'une offre par placement privé visé au II de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes et conformément aux dispositions des articles L. 225-129-2, L. 225-135, L. 225-136, et L. 228-91 et suivants du Code de commerce, et de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier :

1) délègue au Conseil d'Administration sa compétence pour décider l'augmentation du capital de la Société, en une ou plusieurs fois et dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, dans le cadre d'une offre par placement privé visée au II de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier, réalisée en France et/ou à l'étranger, portant sur des actions ordinaires et/ou toutes autres valeurs mobilières de la Société, représentatives ou non de titres de créance, donnant accès par tous moyens, immédiatement et/ou à terme, à tout moment ou à dates fixes, à des actions ordinaires, existantes ou à émettre, de la Société, que ce soit par souscription, conversion, échange, remboursement, présentation d'un bon ou de toute autre manière, les valeurs mobilières ainsi émises pouvant être également libellées en monnaies étrangères ou en unité monétaire quelconque établie par référence à plusieurs monnaies ;

- 2) décide que les émissions susceptibles d'être réalisées en application de la présente délégation sont limitées à 15 % du capital par an, étant précisé que ce délai d'un an court à compter de chaque émission réalisée en application de la présente délégation ;
- 3) décide de fixer ainsi qu'il suit le montant des émissions autorisées en cas d'usage par le Conseil d'Administration de la présente délégation de compétence :
- le montant nominal global des actions susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation ne pourra être supérieur à 15 % du capital de la Société au jour de l'émission, étant précisé que le montant nominal de ces émissions s'imputera sur le plafond spécifique d'augmentation de capital visé au paragraphe 2 de la quatorzième résolution ci-dessus, et qu'à ce montant s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal supplémentaire des actions à émettre pour préserver, conformément à la loi et aux stipulations contractuelles applicables, les droits des porteurs de valeurs mobilières ou de droits donnant accès au capital,
  - le montant nominal global des valeurs mobilières représentatives de titres de créance susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation et donnant accès immédiatement ou à terme au capital de la Société ne pourra être supérieur à 1 milliard d'euros ou la contre-valeur de ce montant à la date de la décision d'émission, étant précisé que le montant nominal de ces émissions s'imputera sur le plafond global d'émission de titres d'emprunt fixé dans la vingt-et-unième résolution ;
- 4) décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux titres faisant l'objet de la présente résolution ;
- 5) constate que la présente délégation emporte renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions de la Société auxquelles les valeurs mobilières émises en vertu de la présente délégation pourront donner droit ;
- 6) décide que :
- le prix d'émission des actions ordinaires émises en vertu de la présente délégation, sera fixé par le Conseil d'Administration conformément aux dispositions des articles L. 225-136 1° et R. 225-119 du Code de commerce et devra être au moins égal à la moyenne pondérée des cours de l'action Imerys des trois dernières séances de bourse précédant sa fixation, éventuellement diminuée d'une décote maximale de 5 %,
  - le prix d'émission des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société sera tel que la somme perçue immédiatement, majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement, soit, pour chaque action ordinaire de la Société émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égale au prix minimum défini à l'alinéa précédent après correction, s'il y a lieu, de ce montant pour tenir compte de la différence de date de jouissance ;
- 7) décide que le Conseil d'Administration disposera, dans les limites fixées ci-dessus, des pouvoirs nécessaires pour :
- fixer les conditions de la ou des émissions, et notamment les formes et caractéristiques des valeurs mobilières à créer, arrêter les dates d'ouverture et de clôture des souscriptions, constater la réalisation des augmentations de capital qui en résultent, procéder à la modification corrélative des statuts,
  - imputer, à sa seule initiative, les frais des augmentations de capital sur le montant des primes y afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du capital après chaque augmentation,
  - procéder à tous ajustements requis en conformité avec les dispositions légales et contractuelles applicables et fixer les modalités selon lesquelles sera assurée, le cas échéant, la préservation des droits des porteurs de valeurs mobilières ou de droits donnant accès au capital,
  - déléguer lui-même au Directeur Général, ou avec son accord, à un ou plusieurs directeurs généraux délégués, les pouvoirs nécessaires à la réalisation de l'augmentation de capital ainsi que celui d'y surseoir dans les limites et selon les modalités que le Conseil d'Administration pourra préalablement fixer, et
  - plus généralement, prendre toutes mesures, conclure tous accords, effectuer toutes formalités et faire le nécessaire pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées ;
- 8) fixe à vingt-six mois, à compter du jour de la présente Assemblée, la durée de la présente délégation.

## **Seizième résolution**

*Délégation de compétence au Conseil d'Administration à l'effet d'augmenter le nombre de titres en cas d'augmentation de capital avec maintien ou suppression du droit préférentiel de souscription*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes et conformément aux dispositions de l'article L. 225-135-1 du Code de commerce :

- 1) délègue au Conseil d'Administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, sa compétence à l'effet d'augmenter le nombre de titres à émettre pour chacune des émissions décidées en vertu des treizième, quatorzième et quinzième résolutions de la présente assemblée, dans la limite du pourcentage de l'émission initiale prévu par les dispositions légales et réglementaires en vigueur au moment de l'émission, étant entendu que le prix d'émission sera le même que celui retenu pour l'émission initiale ;
- 2) décide que le montant nominal des émissions décidées en vertu de la présente délégation s'imputera sur le plafond spécifique d'augmentation de capital applicable à l'émission initiale fixé par les treizième, quatorzième et quinzième résolutions de la présente assemblée, selon le cas, et sur le plafond global d'augmentation de capital visé à la vingt-et-unième résolution de la présente Assemblée ;
- 3) fixe à vingt-six mois, à compter du jour de la présente Assemblée, la durée de la présente délégation.

### **Dix-septième résolution**

*Autorisation donnée au Conseil d'Administration à l'effet de fixer le prix d'émission des actions ordinaires ou des valeurs mobilières donnant accès au capital, en cas de suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires et dans la limite de 10 % du capital social par an*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, et conformément aux dispositions des articles L. 225-129-2 et L. 225-136, 1°, alinéa 2, du Code de commerce :

- 1) autorise le Conseil d'Administration, en cas d'émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital sans droit préférentiel de souscription, dans les conditions prévues par les quatorzième et quinzième résolutions, et dans la limite annuelle de 10 % du capital de la Société tel qu'existant à la fin du mois précédant le jour de l'émission, à déroger aux conditions de fixation du prix et fixer le prix d'émission des actions ordinaires ou des valeurs mobilières donnant accès au capital à un montant qui sera au moins égal :
  - s'agissant du prix d'émission des actions ordinaires, au cours de clôture de l'action Imerys sur le marché Euronext Paris le jour de négociation précédant la date de fixation du prix d'émission, éventuellement diminué d'une décote maximale de 10 %, et
  - s'agissant du prix d'émission des valeurs mobilières donnant accès au capital, au montant tel que la somme perçue immédiatement par la Société majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par la Société, soit, pour chaque action ordinaire émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égale au prix d'émission visé au paragraphe précédent ;
- 2) précise, en tant que de besoin, que le montant nominal des émissions réalisées dans le cadre de la présente délégation s'imputera sur le plafond spécifique d'augmentation de capital visé au paragraphe 2 de la quatorzième résolution ci-dessus ;
- 3) fixe à vingt-six mois, à compter du jour de la présente Assemblée, la durée de la présente autorisation qui prive d'effet toute autorisation antérieure ayant le même objet.

### **Dix-huitième résolution**

*Délégation de pouvoirs au Conseil d'Administration à l'effet d'augmenter le capital social en vue de rémunérer des apports en nature constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, au capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription et dans la limite de 10 % du capital par an*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, et conformément aux dispositions des articles L. 225-147 et L. 228-91 et suivants du Code de commerce :

- 1) délègue au Conseil d'Administration les pouvoirs nécessaires à l'effet de procéder, sur le rapport d'un ou plusieurs commissaire(s) aux apports, dans la limite de 10 % du capital de la Société, tel qu'existant à la date d'utilisation de la présente délégation, à l'émission d'actions ordinaires et/ou de toutes autres valeurs mobilières, représentatives ou non de titres de créance, donnant accès par tous moyens, immédiatement et/ou à terme, à tout moment ou à dates fixes, à des actions ordinaires, existantes ou à émettre, de la Société, en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la Société et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, lorsque les dispositions de l'article L. 225-148 du Code de commerce ne sont pas applicables ;
- 2) décide, en tant que de besoin, de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux titres émis dans le cadre de la présente délégation au profit des porteurs de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, objets des apports en nature ;

- 3) décide que le montant nominal des émissions réalisées en vertu de la présente délégation s'imputera sur le plafond spécifique d'augmentation de capital visé au paragraphe 2 de la quatorzième résolution ; à ce montant s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal supplémentaire des actions à émettre pour préserver, conformément à la loi et aux stipulations contractuelles applicables, les droits des porteurs de valeurs mobilières ou de droits donnant accès au capital ;
- 4) prend acte que la présente délégation emporte renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions de la Société auxquelles les valeurs mobilières émises en vertu de la présente délégation pourront donner droit ;
- 5) décide que le Conseil d'Administration disposera, dans les limites fixées ci-dessus, des pouvoirs nécessaires, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, pour statuer sur l'évaluation des apports et le rapport du ou des commissaires aux apports, arrêter les modalités et conditions des opérations autorisées et notamment l'évaluation des apports et, le cas échéant, l'octroi d'avantages particuliers, fixer le nombre de titres à émettre en rémunération des apports ainsi que leurs caractéristiques, procéder, le cas échéant, à toute imputation sur la ou les primes d'apport, constater la réalisation des augmentations de capital en résultant, procéder à la modification corrélative des statuts, accomplir toutes formalités, procéder à toutes déclarations et faire le nécessaire pour parvenir à la bonne fin des opérations ainsi autorisées ;
- 6) fixe à vingt-six mois, à compter du jour de la présente Assemblée, la durée de la présente délégation qui prive d'effet toute délégation antérieure ayant le même objet.

### **Dix-neuvième résolution**

*Délégation de compétence au Conseil d'Administration à l'effet d'augmenter le capital social par incorporation de réserves, bénéfices, primes de fusion, d'apport ou autres*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et conformément aux dispositions des articles L. 225-129, L. 225-129-2 et L. 225-130 du Code de commerce :

- 1) délègue au Conseil d'Administration sa compétence pour décider l'augmentation du capital de la Société, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, par incorporation au capital de tout ou partie des réserves, bénéfices, primes de fusion, d'apport ou autres sommes dont l'incorporation au capital serait admise, sous forme d'attribution gratuite d'actions ou d'élévation de la valeur nominale des actions existantes ou par l'emploi conjoint de ces deux procédés ;
- 2) décide que le montant nominal global des actions ordinaires susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation ne pourra pas être supérieur au plafond spécifique d'augmentation de capital visé au paragraphe 2 de la treizième résolution ci-dessus, étant précisé qu'à ce montant s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal supplémentaire des actions à émettre pour préserver, conformément à la loi et aux stipulations contractuelles applicables, les droits des porteurs de valeurs mobilières ou de droits donnant accès au capital ;
- 3) décide que le Conseil d'Administration disposera, dans les limites fixées ci-dessus, des pouvoirs nécessaires pour :
  - fixer les conditions de la ou des émissions, notamment arrêter le montant et la nature des réserves ou primes à incorporer au capital, fixer le nombre d'actions nouvelles à émettre ou le montant par lequel le nominal des actions composant le capital social sera augmenté, arrêter la date, même rétroactive, à compter de laquelle les actions nouvelles porteront jouissance ou celle à laquelle l'élévation du nominal portera effet, constater la réalisation des augmentations de capital qui en résultent, procéder à la modification corrélative des statuts,
  - imputer, à sa seule initiative, les frais des augmentations de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du capital après chaque augmentation,
  - procéder à tous ajustements requis en conformité avec les dispositions légales et contractuelles applicables et fixer les modalités selon lesquelles sera assurée, le cas échéant, la préservation des droits des porteurs de valeurs mobilières ou de droits donnant accès au capital,
  - décider, le cas échéant, que les droits formant rompus ne seront ni négociables ni cessibles et que les actions correspondantes seront vendues, les sommes provenant de la vente étant allouées aux titulaires des droits dans le délai et les conditions fixés par la réglementation en vigueur,
  - déléguer lui-même au Directeur Général, ou avec son accord, à un ou plusieurs directeurs généraux délégués, les pouvoirs nécessaires à la réalisation de l'augmentation de capital ainsi que celui d'y surseoir dans les limites et selon les modalités que le Conseil d'Administration pourra préalablement fixer, et
  - plus généralement, prendre toutes mesures, conclure tous accords, effectuer toutes formalités et faire le nécessaire pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées ;

- 4) fixe à vingt-six mois, à compter du jour de la présente Assemblée, la durée de la présente délégation qui prive d'effet toute délégation antérieure ayant le même objet.

### **Vingtième résolution**

*Délégation de compétence au Conseil d'Administration à l'effet d'émettre des valeurs mobilières donnant droit à l'attribution de titres de créance*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, et conformément aux dispositions des articles L. 225-129-2 à L. 225-129-6 et L. 228-91 et suivants du Code de commerce :

- 1) délègue au Conseil d'Administration sa compétence pour décider l'émission, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, sur le marché français et/ou le marché international, en euros ou toute autre devise, de toutes valeurs mobilières (autres que des actions) donnant droit à l'attribution, immédiatement ou à terme, de titres de créance sur la Société, y compris des obligations ou titres assimilés, des titres subordonnés à durée déterminée ou non et tous autres titres conférant dans une même émission un droit de créance sur la Société ;
- 2) décide que le montant nominal maximum des émissions réalisées en vertu de la présente délégation de compétence ne pourra être supérieur à 1 milliard d'euros ou la contre-valeur de ce montant à la date de la décision d'émission, étant précisé que le montant nominal de ces émissions s'imputera sur le plafond global d'émission de titres d'emprunt fixé dans la vingt et unième résolution ;
- 3) décide que le Conseil d'Administration disposera, dans les limites fixées ci-dessus, des pouvoirs nécessaires, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, pour :
  - fixer les conditions et modalités de chaque émission et toutes les caractéristiques des valeurs mobilières à émettre ainsi que des titres de créance auxquels elles donneraient droit à attribution, et notamment, leur valeur nominale, leur date de jouissance, leur prix d'émission, le cas échéant avec prime (ladite prime s'imputant sur le montant maximum visé au paragraphe 2) ci-avant), leur taux d'intérêt, fixe et/ou variable, et sa date de paiement, les modalités, le cas échéant, de la subordination du principal et/ou des intérêts, les modalités d'amortissement et/ou de remboursement anticipé, le cas échéant avec ou sans prime, ou même de rachat par la Société, leur durée et toutes les autres caractéristiques,
  - décider, le cas échéant, de conférer une garantie ou des sûretés aux valeurs mobilières à émettre, ainsi qu'aux titres de créance auxquels ces valeurs mobilières donneraient droit à attribution, et en arrêter la nature et les caractéristiques,
  - d'une manière générale, arrêter l'ensemble des modalités de chacune des émissions, passer toutes conventions, conclure tous accords, prendre toutes mesures, accomplir toutes formalités et faire le nécessaire pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées ;
- 4) fixe à vingt-six mois, à compter du jour de la présente Assemblée, la durée de la présente délégation.

### **Vingt-et-unième résolution**

*Limitation globale du montant nominal des augmentations de capital et des émissions de titres d'emprunt pouvant résulter des délégations et autorisations qui précèdent*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, décide de fixer :

- 1) à 1 milliard d'euros, ou la contre-valeur de ce montant à la date de la décision d'émission, le montant nominal maximum des titres d'emprunt susceptibles d'être émis en vertu des délégations et autorisations relatives à l'émission de valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, à une quotité du capital social ou de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution de titres de créance, conférées par les treizième, quatorzième, quinzième, seizième, dix-huitième et vingtième résolutions de la présente Assemblée ;
- 2) à 75 millions d'euros le montant nominal maximum des augmentations de capital, immédiates et/ou à terme, susceptibles d'être réalisées en vertu des délégations et autorisations conférées par les treizième, quatorzième, quinzième, seizième, dix-huitième et dix-neuvième résolutions de la présente Assemblée, étant précisé qu'à ce montant s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal supplémentaire des actions à émettre pour préserver, conformément à la loi et aux stipulations contractuelles applicables, les droits des porteurs de valeurs mobilières ou de droits donnant accès au capital.



## Vingt-deuxième résolution

*Délégation de compétence au Conseil d'Administration à l'effet d'augmenter le capital social par émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital réservées aux adhérents à un plan d'épargne d'entreprise de la Société ou de son Groupe, avec suppression du droit préférentiel de souscription*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, dans le cadre des dispositions des articles L. 3332-1 et suivants du Code du travail relatifs à l'épargne salariale, et conformément aux dispositions des articles L. 225-129-2 à L. 225-129-6 et de l'article L. 225-138-1 du Code de commerce :

- 1) délègue au Conseil d'Administration sa compétence pour décider l'augmentation du capital de la Société, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, par l'émission d'actions ordinaires et/ou de toutes autres valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme, au capital de la Société, réservées aux adhérents à un plan d'épargne d'entreprise ou de groupe de la Société et/ou des sociétés ou groupements, français ou étrangers, qui lui sont liés au sens de l'article L. 225-180 du Code de commerce et de l'article L. 3344-1 du Code du travail, et qui remplissent, en outre, les autres conditions éventuellement imposées par le Conseil d'Administration ;
- 2) décide que le montant nominal des augmentations du capital social susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente délégation ne pourra excéder 1,6 million d'euros, soit, à titre indicatif, environ 1 % du capital de la Société au 31 décembre 2012, étant précisé que ce plafond est autonome et distinct du plafond global d'augmentation de capital fixé par la vingt-et-unième résolution de la présente Assemblée et qu'à ce montant s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions à émettre pour préserver, conformément à la loi et aux stipulations contractuelles applicables, les droits des porteurs de valeurs mobilières ou de droits donnant accès au capital ;
- 3) décide que le prix de souscription des actions émises en vertu de la présente délégation ne pourra être inférieur à la moyenne des derniers cours cotés lors des vingt séances de bourse précédant le jour de la décision du Conseil d'Administration fixant la date d'ouverture des souscriptions, diminuée, le cas échéant, de la décote maximale prévue par la loi au jour de la décision du Conseil d'Administration ;
- 4) décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux titres à émettre au profit des bénéficiaires mentionnés ci-dessus ;
- 5) confère tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, au Conseil d'Administration pour mettre en œuvre la présente délégation et, notamment, à l'effet de :
  - déterminer les sociétés dont les salariés et mandataires pourront bénéficier de l'offre de souscription aux émissions objet de la présente délégation,
  - fixer les conditions, notamment d'ancienneté, que devront remplir les bénéficiaires de ces offres de souscription,
  - fixer les conditions de la ou des émissions, constater la réalisation des augmentations de capital qui en résultent, procéder à la modification corrélative des statuts,
  - fixer les dates d'ouverture et de clôture des souscriptions, le prix, la date de jouissance des titres émis, les modalités de libération des actions,
  - décider si les souscriptions pourront être réalisées directement et/ou indirectement par l'intermédiaire de fonds communs de placement,
  - fixer les modalités et conditions d'adhésion aux plans d'épargne d'entreprise ou de groupe, en établir le règlement ou, en cas de plans préexistants, en modifier le règlement si nécessaire,
  - imputer, à sa seule initiative, les frais des augmentations de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du capital après chaque augmentation,
  - procéder à tous ajustements requis en conformité avec les dispositions légales et contractuelles applicables, et fixer les modalités selon lesquelles sera assurée, le cas échéant, la préservation des droits des porteurs de valeurs mobilières ou de droits donnant accès au capital,
  - et, plus généralement, prendre toutes mesures, conclure tous accords, effectuer toutes formalités et faire le nécessaire pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées ;
- 6) fixe à vingt-six mois, à compter du jour de la présente Assemblée, la durée de la présente délégation qui prive d'effet toute délégation antérieure ayant le même objet.

## Vingt-troisième résolution

*Délégation de compétence consentie au Conseil d'Administration à l'effet d'émettre des bons de souscription et/ou d'acquisition d'actions (BSA), au bénéfice de salariés et mandataires sociaux de la Société et de ses filiales, ou à certaines catégories d'entre eux, avec suppression du droit préférentiel de souscription*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, conformément aux dispositions des articles L. 225-129 et suivants, L. 225-138 et L. 228-91 et suivants du Code de commerce :

- 1) délègue au Conseil d'Administration sa compétence pour décider l'augmentation du capital de la Société, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, par l'émission de bons de souscription et/ou d'acquisition d'actions (les "BSA") susceptibles, le cas échéant, d'être remboursables par la Société ;
- 2) décide que le montant nominal global des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente délégation ne pourra être supérieur à 5 % du capital de la Société au jour de l'émission, étant précisé que (i) ce plafond est commun à la présente résolution et aux vingt-deuxième et vingt-troisième résolutions approuvées par l'Assemblée Générale Mixte du 28 avril 2011 et que (ii) ce montant ne tient pas compte des actions à émettre, le cas échéant, pour préserver, conformément à la loi et aux stipulations contractuelles applicables, les droits des porteurs de valeurs mobilières ou de droits donnant accès au capital ;
- 3) décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires de la Société aux BSA à émettre et de réserver ce droit à des salariés et mandataires sociaux de la Société et/ou de ses filiales françaises et étrangères au sens des articles L. 225-180 et L. 233-3 du Code de commerce, ou à certaines catégories d'entre eux ;
- 4) prend acte que, conformément aux dispositions de l'article L. 225-132 dernier alinéa du Code de commerce, la présente délégation emporte de plein droit renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions à émettre par exercice des BSA au profit des titulaires de ces bons ;
- 5) décide que le Conseil d'Administration disposera, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi et dans les conditions et limites fixées ci-dessus, des pouvoirs nécessaires pour :
  - déterminer la liste, et le cas échéant, les catégories de personnes autorisées à souscrire des BSA parmi les salariés et mandataires sociaux de la Société et/ou de ses filiales, ainsi que les conditions et, le cas échéant, les critères de souscription,
  - déterminer le nombre de BSA à attribuer à chacun des bénéficiaires et le nombre d'actions auxquelles donnera droit chaque bon,
  - déterminer si les BSA émis seront ou non remboursables par la Société,
  - fixer l'ensemble des caractéristiques des BSA, notamment leur prix de souscription qui sera déterminé, avis pris auprès d'un expert indépendant, en fonction des paramètres influençant leur valeur (à savoir, notamment, la période d'incessibilité, la période d'exercice, le seuil de déclenchement et la période de remboursement des BSA, la politique de distribution de dividendes par la Société, le cours et la volatilité) et, plus généralement, l'ensemble des modalités de l'émission et les termes et conditions du contrat d'émission,
  - fixer le prix de souscription ou d'acquisition des actions auxquelles donnera droit l'exercice des BSA, étant précisé qu'un BSA donnera le droit de souscrire à (ou d'acquérir) une action de la Société à un prix au moins égal à 110 % de la moyenne des cours de clôture de l'action de la Société aux vingt séances de bourse précédant le jour de la décision d'émission des BSA ;
  - constater la réalisation de l'augmentation de capital pouvant découler de l'exercice des BSA et procéder à la modification corrélative des statuts,
  - imputer, à sa seule initiative, les frais des augmentations de capital sur le montant des primes y afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du capital après chaque augmentation,
  - procéder à tous ajustements requis en conformité avec les dispositions légales et contractuelles applicables et fixer les modalités selon lesquelles sera assurée, le cas échéant, la préservation des droits des porteurs de valeurs mobilières ou de droits donnant accès au capital,
  - et, plus généralement, prendre toutes mesures, conclure tous accords, effectuer toutes formalités et faire le nécessaire pour parvenir à la bonne fin de la présente délégation ;
- 6) fixe à dix-huit mois, à compter du jour de la présente Assemblée, la durée de la présente délégation qui prive d'effet toute délégation antérieure ayant le même objet.

### **Vingt-quatrième résolution**

*Autorisation donnée au Conseil d'Administration de réduire le capital social par annulation des actions auto-détenues*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes :

- 1) autorise le Conseil d'Administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, à annuler, en une ou plusieurs fois, tout ou partie des actions de la Société détenues par celle-ci dans la limite de 10 % du capital par périodes de vingt-quatre mois, et à réduire corrélativement le capital social en imputant la différence entre la valeur d'achat des titres annulés et leur valeur nominale sur les primes et réserves disponibles ;
- 2) confère tous pouvoirs au Conseil d'Administration à l'effet d'arrêter le montant définitif de la réduction de capital dans les limites prévues par la loi et par la présente résolution, en fixer les modalités, constater sa réalisation, imputer la différence entre le prix d'achat des actions et leur valeur nominale sur les postes de primes et de réserves disponibles de son choix, accomplir tous actes, formalités ou déclarations en vue de rendre définitives les réductions de capital réalisées en vertu de la présente autorisation et modifier en conséquence les statuts ;
- 3) fixe à vingt-six mois, à compter du jour de la présente Assemblée, la durée de la présente autorisation qui prive d'effet toute autorisation antérieure ayant le même objet.

### **Vingt-cinquième résolution**

*Pouvoirs*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, donne tous pouvoirs au porteur de copie ou d'extrait du procès-verbal de la présente Assemblée, pour accomplir toutes les formalités de dépôt ou de publicité.

---

# IMERYS EN 2012 : EXPOSE SOMMAIRE

## PRESENTATION, SOUS FORME RESUMEE, DES PRINCIPALES DONNEES RELATIVES AUX COMPTES CONSOLIDES ET A L'EXERCICE 2012

(en millions d'euros)	2012	2011	% variation courante
<b>Résultats consolidés</b>			
Chiffre d'affaires	3 884,8	3 674,8	+ 5,7 %
Résultat opérationnel courant <sup>(1)</sup>	490,1	487,0	+ 0,6 %
<i>Marge opérationnelle</i>	12,6 %	13,3 %	- 0,7 point
Résultat courant net, part du Groupe <sup>(2)</sup>	310,2	303,1	+ 2,3 %
Résultat net, part du Groupe	300,8	282,0	n.a.
<b>Financement</b>			
Investissements payés	257,1	227,4	+ 13,1 %
Cash-flow libre opérationnel courant <sup>(3)</sup>	286,7	264,9	+ 8,2 %
Capitaux propres	2 274,5	2 210,9	+ 2,9 %
Dette financière nette	874,8	1 031,1	- 15,2 %
<b>Données par action (en euro)</b>			
Résultat courant net, part du Groupe <sup>(3) (4)</sup>	4,13 €	4,03 €	+ 2,5 %
Dividende proposé	1,55 €	1,50 €	+ 3,3 %
<b>Effectif au 31 décembre</b>	16 026	16 187	

## L'ANNEE 2012

### ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE

En 2012, l'environnement économique a été marqué par une forte accentuation des contrastes géographiques apparus depuis le milieu de l'année précédente. Si les Etats-Unis ont retrouvé un certain dynamisme, qui s'est confirmé au second semestre 2012, plusieurs pays européens ont nettement ralenti. Les zones émergentes ont, quant à elles, poursuivi leur progression, à un rythme toutefois plus modéré.

Ainsi, les tendances sur les différents marchés du Groupe ont-elles été nettement différenciées selon les secteurs et les régions. La demande en investissements industriels (machine-outil, ...), en biens de consommation durables (automobile, ...) et en logements a marqué le pas ou même décliné en Europe, comme l'illustrent le recul de la production d'acier ou des mises en chantier de logements ; la demande issue de ces secteurs est en revanche restée dynamique en Amérique du Nord. La consommation courante a, une fois encore, fait preuve de résistance, y compris en Europe. Enfin, l'activité est restée soutenue pour certaines applications de spécialités du Groupe (énergie mobile, céramiques techniques,...).

Après plusieurs trimestres d'affaiblissement par rapport au dollar, l'euro s'est raffermi en fin d'année 2012. L'évolution du coût des facteurs (hausse du prix des matières premières, de certaines énergies, ...) n'a globalement pas montré d'inflexion de tendance par rapport à 2011.

### FAITS MARQUANTS

Dans ce contexte plus difficile, le chiffre d'affaires, à 3 885 millions d'euros, a enregistré une progression de + 6 % en données courantes (- 2 % à périmètre et changes comparables). Imerys s'est adapté avec réactivité aux conditions de marché pour préserver sa rentabilité. La marge opérationnelle s'est élevée à 12,6 %, permettant à Imerys d'atteindre son objectif de croissance du résultat courant net. La structure financière a été renforcée alors que le Groupe a lancé, en parallèle, les premières étapes de son plan de développement 2012-2016.

<sup>1</sup> Dans l'ensemble du présent document, la mention « Résultat opérationnel courant », signifie résultat opérationnel avant autres produits et charges opérationnels.

<sup>2</sup> Résultat net part du Groupe, avant autres produits et charges opérationnels nets.

<sup>3</sup> Cash flow libre opérationnel courant : EBITDA sous déduction de l'impôt notionnel, de la variation de BFR et des investissements payés.

<sup>4</sup> Les nombres moyens pondérés d'actions en circulation étant de 75 165 743 en 2012 contre 75 272 854 en 2011.

Imerys a ainsi poursuivi, en 2012, l'évolution de son portefeuille d'activités au travers des opérations suivantes :

- Croissance externe :
  - En mai 2012, le Groupe a acquis la société brésilienne Itatex, pour accroître son offre de produits destinés aux marchés des peintures, polymères et caoutchoucs (Minéraux de Performance).
  - Imerys a diversifié sa gamme de minéraux en achetant, début novembre auprès du Groupe Vale, un gisement de bauxite réfractaire, minéral essentiel à certaines applications réfractaires et abrasives.
  - En Grande-Bretagne, l'intégration des activités de kaolin de la société Goonvean permettra de renforcer les réserves de haute pureté du Groupe pour applications de performances et céramiques.
- Investissements de développement :
  - Au Moyen-Orient, le Groupe a lancé la construction d'une usine de production d'alumine fondue (Abrasifs) à Bahreïn.
  - Les investissements engagés en Belgique (Graphite & Carbone) et au Brésil (Chaux) se sont par ailleurs poursuivis.
- Cessions d'actifs : le 14 décembre, le Groupe a cédé l'un de ses deux terminaux portuaires brésiliens (Barcarena, Etat de Pará) et certains actifs fonciers limitrophes à la société américaine Archers Daniels Midlands, Inc pour un montant total d'environ 67 millions d'euros. La restructuration des outils industriels et logistiques menée en 2011 a en effet permis à Imerys de concentrer ses expéditions de kaolins brésiliens sur le seul port historique.

Le Groupe a par ailleurs reçu, le 12 décembre 2012, une offre ferme d'acquisition de la part du groupe Bouyer Leroux pour son activité Imerys Structure.

## COMMENTAIRE DETAILLE DES RESULTATS DU GROUPE

### CHIFFRE D'AFFAIRES

	<b>Chiffre d'affaires</b> <i>(en millions d'euros)</i>	<b>Variation chiffre d'affaires</b> <i>(% exercice précédent)</i>	<b>Variation chiffre d'affaires à PCC<sup>(5)</sup></b> <i>(% exercice précédent)</i>	<b>dont effet Volumes</b>	<b>dont effet Prix/Mix</b>
2010	3 346,7	+ 20,7 %	+ 15,0 %	+ 13,1 %	+ 1,9 %
2011	3 674,8	+ 9,8 %	+ 8,1 %	+ 3,7 %	+ 4,4 %
<b>2012</b>	<b>3 884,8</b>	<b>+ 5,7 %</b>	<b>- 2,1 %</b>	<b>- 5,4 %</b>	<b>+ 3,3 %</b>

- Hausse de + 6 % du chiffre d'affaires courant soutenue par les effets de périmètre et de change
- Recul des volumes de - 5 %
- Prix / mix de produits toujours positif

A 3 884,8 millions d'euros, le **chiffre d'affaires** de l'exercice 2012 progresse de + 5,7 % par rapport à l'exercice 2011 et prend en compte :

- un effet positif de périmètre de + 191,9 millions d'euros (+ 156,8 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre et + 35,1 millions d'euros au second), traduisant principalement :
  - l'intégration du Groupe Luzenac représentant, pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 2012 au 31 juillet 2012, un effet périmètre de 185,6 millions d'euros. En 2012, les ventes ont été allouées aux activités Minéraux pour Céramiques, Minéraux de Performance et Pigments pour Papier ;
  - l'acquisition d'Itatex (1<sup>er</sup> mai 2012).
- un effet de change favorable de + 96,3 millions d'euros (+ 48,6 millions d'euros au premier semestre et + 47,7 millions d'euros au second).

A périmètre et changes comparables, le chiffre d'affaires est en retrait de - 2,1 % par rapport à l'année 2011.

Le prix/mix de produits, positif dans chacune des branches d'activité, progresse cette année encore (+ 119,6 millions d'euros). Les ventes de nouveaux produits contribuent à cette évolution : plus de 250 millions d'euros de chiffre d'affaires ont en effet été réalisés à partir de produits créés au cours des 5 dernières années (+ 25 % par rapport à 2011).

<sup>5</sup> Dans l'ensemble du présent document, la mention « A PCC » signifie : à périmètre et changes comparables.

Depuis le deuxième trimestre 2012, les activités européennes du Groupe liées au secteur de la construction et à l'équipement industriel ont été touchées par la récession dans cette zone. Certaines activités, comme les Réfractaires Monolithiques n'ont été affectées qu'en milieu de troisième trimestre. Les divisions exposées à la construction américaine ont, en revanche, enregistré les meilleures performances. Sur l'année, le recul des volumes de ventes représente une perte de chiffre d'affaires de - 197,8 millions d'euros.

Au 4<sup>ème</sup> trimestre 2012, la variation des volumes pour l'ensemble du Groupe (- 5,0 % par rapport au 4<sup>ème</sup> trimestre 2011) a été comparable à celle observée sur les trimestres précédents. Cette évolution tient compte des arrêts de production de fin d'année traditionnellement observés dans les industries aval. Ces arrêts se sont parfois prolongés en janvier.

### Chiffre d'affaires par destination géographique (variation courante)

(en millions d'euros)	Chiffre d'affaires 2012	Chiffre d'affaires 2011	Variation % 2012 vs. 2011	% du chiffre d'affaires consolidé 2012
Europe de l'Ouest	1 805,2	1 754,3	+ 2,9 %	46 %
dont France	614,5	624,3	- 1,6 %	16 %
Etats-Unis / Canada	836,6	724,1	+ 15,5 %	22 %
Pays émergents	1 034,3	998,3	+ 3,6 %	27 %
Autres (Japon/ Australie)	208,7	198,1	+ 5,4 %	5 %
<b>Total</b>	<b>3 884,8</b>	<b>3 674,8</b>	<b>+ 5,7 %</b>	<b>100 %</b>

Imerys réalise désormais 54 % de son chiffre d'affaires consolidé en dehors de l'Europe de l'Ouest contre 47 % en 2008. Dans la zone européenne, l'Europe du Nord constitue la principale destination des ventes ; l'exposition aux pays d'Europe du Sud (Portugal, Italie, Grèce, Espagne) reste inférieure à 7 %.

La variation des ventes par destination géographique tient compte de deux événements importants :  
un effet de périmètre significatif lié à l'acquisition du Groupe Luzenac (essentiellement présent en Europe et en Amérique du Nord),  
la dépréciation de l'euro qui s'est toutefois atténuée en fin d'année.

Hors effets de périmètre et de changes, l'évolution géographique illustre le contraste marqué entre l'entrée de l'Europe en cycle récessif et le dynamisme des ventes en Amérique du Nord et dans les régions émergentes, avec toutefois une moindre progression du Brésil, de l'Inde et de la Chine, principaux pays où le Groupe est présent.

### RESULTAT OPERATIONNEL COURANT<sup>(6)(7)</sup>

- **Compensation de la hausse des coûts variables par la contribution positive du prix/mix de produits**
- **Nouvelles économies de coûts fixes de production et frais généraux**

Le résultat opérationnel courant s'établit à 490,1 millions d'euros pour l'année 2012, soit une hausse de + 0,6 % qui intègre les éléments suivants :

- un effet de périmètre de + 26,8 millions d'euros<sup>(8)</sup> (+ 21,0 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre et + 5,8 millions d'euros au second) ;
- un effet de change de + 12,1 millions d'euros (+ 8,4 millions d'euros au premier semestre, + 3,7 millions d'euros au second) lié notamment à l'affaiblissement de l'euro par rapport à certaines devises comme le dollar américain.

A périmètre et changes comparables, le recul du résultat opérationnel courant est imputable à la baisse des volumes de ventes (- 102,5 millions d'euros). Les mesures mises en œuvre pour adapter les niveaux d'activité à une demande plus faible ont permis de diminuer les coûts fixes de production et frais généraux, sans remettre en cause les programmes de Recherche & Développement ni le lancement de nouveaux projets (proppants pour l'industrie pétrolière). Au total, les coûts fixes et frais généraux ont diminué de - 11,3 millions d'euros sur l'ensemble de l'année 2012. L'augmentation des coûts variables (- 71,3 millions d'euros), traduisant l'inflation de certaines matières premières, des coûts énergétiques et du fret, a été plus que compensée par une amélioration du prix et du mix de produits à hauteur de + 108,5 millions d'euros.

<sup>6</sup> Résultat opérationnel, avant autres produits et charges opérationnels.

<sup>7</sup> Données trimestrielles non auditées.

<sup>8</sup> Activité Talc, essentiellement.

Le Groupe est parvenu à maintenir sa marge opérationnelle à 12,6 %, alors que les baisses de volumes les plus significatives ont affecté les divisions les plus contributrices comme les Matériaux de Construction, les Minéraux pour Réfractaires, les Minéraux Fondus ou les Réfractaires Monolithiques.

Au 4<sup>ème</sup> trimestre, la marge opérationnelle s'élevait à 11,1 % (11,4 % en 2011), sous l'effet de saisonnalité lié aux fermetures traditionnelles de capacités en fin d'année dans l'ensemble des chaînes industrielles occidentales.

### RESULTAT COURANT NET<sup>(9)</sup>

En croissance de +2,3 % par rapport à l'exercice 2011, le **résultat courant net**, à 310,2 millions d'euros, intègre :

- la légère hausse du résultat opérationnel courant,
- une variation limitée du résultat financier courant qui s'élève à - 58,7 millions d'euros (contre - 57,2 millions d'euros sur la même période de l'année précédente) et dont l'évolution comprend les éléments ci-dessous :
  - la charge d'intérêt de - 57,2 millions d'euros en 2012 (- 56,1 millions d'euros en 2011) ;
  - les mouvements sur provisions et pensions (- 2,7 millions d'euros en 2012 et - 3,5 millions d'euros en 2011) ;
  - l'impact global du change, des autres produits et charges financiers et des instruments financiers, qui constituent un produit net de + 1,2 million d'euros (contre un produit de + 2,4 millions d'euros en 2011).
- une charge d'impôts de - 119,5 millions d'euros (- 123,3 millions d'euros en 2011), soit un taux effectif d'imposition de 27,7 % (28,7 % en 2011), dont la variation est notamment liée à l'origine géographique des résultats.

La progression du résultat courant net est donc conforme à l'objectif annoncé par le Groupe, le 27 juillet dernier, et qui ciblait, pour 2012, le maintien d'un niveau de résultat courant net au minimum comparable à celui de l'exercice précédent.

### RESULTAT NET

Le **résultat net, part du Groupe**, à 300,8 millions d'euros, tient compte des **autres produits et charges** pour un montant net d'impôts de - 9,4 millions d'euros correspondant, pour l'essentiel :

- au produit de cession d'actifs logistiques et portuaires à Barcarena (Brésil) : dans le cadre de la réorganisation de la production de kaolin au Brésil, mise en œuvre en 2011 consécutivement à l'acquisition de PPSA, le Groupe a regroupé ses expéditions maritimes sur le terminal portuaire historique d'Imerys Rio Capim Caulim (Imerys RCC). La branche Pigments pour Papier & Emballage a donc cessé d'utiliser le port de PPSA et accepté l'offre d'achat remise par la société Archers Daniels Midlands, Inc. portant sur ce terminal portuaire et sur des actifs fonciers voisins. L'opération a été conclue le 14 décembre 2012 pour un montant net de frais de cession de 67 millions d'euros. La plus-value de cession du port (49,4 millions d'euros après impôt) a été enregistrée en autres produits et charges (le produit de cession des actifs fonciers figure en résultat courant net pour 3,4 millions d'euros après impôt).
- à la dépréciation partielle de la survaleur de l'activité zircon fondu, à hauteur de - 29,5 millions d'euros, net d'impôts tenant compte de l'évolution de cette activité en Chine ;
- de mouvements de provisions et des charges de restructurations d'un montant total de - 29,2 millions d'euros principalement en Europe, dans les activités Minéraux pour Céramiques, Réfractaires Monolithiques et Matériaux de Construction, en Afrique du Sud (Minéraux pour Réfractaires) ainsi que dans l'activité Talc.

### CASH FLOW

(en millions d'euros)	2012	2011
<b>EBITDA</b>	<b>659,8</b>	<b>686,0</b>
Variation du BFR opérationnel	15,3	(59,4)
Investissements payés	(257,1)	(227,4)
<b>Cash flow libre opérationnel courant*</b>	<b>286,7</b>	<b>264,9</b>
Résultat financier décaissé (net d'impôt)	(42,4)	(37,3)
Autres éléments de BFR	58,1	(1,0)
<b>Cash flow libre courant</b>	<b>302,3</b>	<b>226,6</b>

\* y compris subventions, valeurs des actifs cédés et divers

4,4

5,3

- Génération élevée de trésorerie et amélioration du BFR
- Poursuite des investissements de développement

<sup>9</sup> Résultat net part du Groupe, avant autres produits et charges opérationnels nets.

Au 31 décembre 2012, le **besoin en fonds de roulement opérationnel** représente 22,8 % des ventes annualisées du dernier trimestre (contre 23,7 % au 31 décembre 2011). Ce ratio bénéficie de la mise en œuvre de mesures ciblées de réductions de stocks ainsi que de l'amélioration nette du besoin en fonds de roulement de l'activité Talc. Il tient compte du programme d'affacturage<sup>(10)</sup> conclu en 2009 qui représentait 62 millions d'euros au 31 décembre 2012.

En 2012, le Groupe a, comme annoncé, poursuivi son programme de développement reflété dans la hausse des **investissements industriels comptabilisés** (266,6 millions d'euros contre 229,2 millions d'euros en 2011, déjà en hausse de + 35 % par rapport à 2010). Ils représentent 124 % des amortissements (contre 109 % en 2011). Les investissements de développement s'élèvent à 115,6 millions d'euros (+ 20 millions d'euros par rapport à l'exercice précédent) et ont été sélectionnés pour accompagner la hausse de la demande dans des secteurs et zones géographiques en croissance. Ces nouvelles lignes de production devraient, pour la majorité d'entre elles, entrer en service en fin d'année 2013 et contribuer aux performances du Groupe dès 2014.

Il est rappelé que les autres éléments de besoin en fonds de roulement concernent principalement des éléments de dettes fiscales et sociales dont les décaissements sont décalés par rapport à l'exercice comptable. Après prise en compte du résultat financier décaissé et de ces autres éléments de BFR, le cash flow libre courant s'élève à 302,3 millions d'euros, en hausse de + 33 %.

## STRUCTURE FINANCIERE

(en millions d'euros)	31 décembre 2012	30 juin 2012	31 décembre 2011
Dividendes payés	(114,1)	(113,3)	(91,4)
Dettes nette de fin de période	874,8	1 039,8	1 031,1
Dettes nette moyenne de l'exercice	1 009,0	n.a.	966,0
Capitaux propres	2 274,5	2 236,5	2 210,9
EBITDA	659,8	353,2	686,0
Dettes nette/ capitaux propres	38,5 %	46,5 %	46,6 %
Dettes nette/ EBITDA	1,3x	1,5x	1,5x

- Réduction significative de la dette financière nette à 875 M€
- Augmentation des ressources financières

La forte génération de cash flow libre courant et le produit de cession d'actifs logistiques et fonciers ont permis au Groupe de se désendetter de plus de 156 millions d'euros, après versement d'un dividende de 112,8 millions d'euros à ses actionnaires le 9 mai 2012 (auquel se sont ajoutés 1,3 million d'euros de dividendes versés aux actionnaires minoritaires des filiales du Groupe). Au 31 décembre 2012, la **dette financière nette** consolidée et les ratios d'endettement d'Imerys affichent une baisse significative : à 874,8 millions d'euros, la dette financière nette retrouve son niveau de fin 2010, moins de deux ans après avoir acquis le Groupe Luzenac.

En matière de financement, le Groupe a sécurisé, au cours des 18 derniers mois, près de 600 millions d'euros de lignes bancaires bilatérales additionnelles à l'horizon 2015-2016. Les ressources financières totales ont ainsi été augmentées et diversifiées et leur maturité moyenne allongées. Au 31 décembre 2012, les **ressources financières** totales d'Imerys s'élèvent donc à 2,8 milliards d'euros (dont 1,6 milliard d'euros de ressources financières disponibles hors trésorerie), avec une maturité moyenne de 2,9 ans. Ces ressources financières permettent de couvrir les échéances 2013 (remboursement de l'emprunt obligataire de 140 millions de dollars américains) et l'arrivée à son terme du crédit syndiqué de 750 millions d'euros. Hors échéances 2013, les ressources financières disponibles s'élèvent à 0,8 milliard d'euros avec une maturité moyenne de 4 ans.

Par ailleurs, au cours du premier semestre 2012, l'agence de notation Moody's a confirmé la note de crédit long terme<sup>(11)</sup> attribuée à Imerys un an plus tôt à « Baa2 » avec une perspective stable. La note court terme est « P-2 », avec une perspective stable également.

Imerys dispose donc d'une situation financière très solide et de toute la flexibilité pour mener son plan de développement.

<sup>10</sup> Contrat d'affacturage signé le 23 juillet 2009, par lequel les créances cédées sont déconsolidées, les risques et avantages associés aux créances ayant été transférés à la banque "factor". 74 millions d'euros de créances étaient factorisés le 31 décembre 2011.

<sup>11</sup> "Dettes senior non sécurisée".



## **DIVIDENDE**

Marquant sa confiance dans les perspectives de développement du Groupe, le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale du 25 avril 2013 la distribution d'un dividende porté à 1,55 euro par action. La distribution totale s'élèverait à 116,8 millions d'euros représentant 37,6 % du résultat courant net, part du groupe. Cette proposition est en ligne avec le taux de distribution historique pratiqué par Imerys. La mise en paiement interviendrait à compter du 13 mai 2013.

## **PERSPECTIVES**

Les résultats de l'année 2012 ont illustré la capacité du Groupe à s'adapter aux aléas conjoncturels et les incertitudes des derniers mois persistent en ce début d'année 2013. En conséquence, Imerys continuera de mettre en œuvre les mesures ciblées d'adaptation aux conditions de marché. Grâce à la solidité de ses fondamentaux et de sa structure financière, le Groupe poursuivra cependant, avec prudence et sélectivité, la mise en œuvre de sa stratégie de développement fondée sur l'innovation, l'expansion géographique et la réalisation d'acquisitions créatrices de valeur à long terme.

---

## RESULTATS AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

Nature des indications (en euros)	2012	2011	2010	2009	2008
<b>I - Capital et autres titres à la fin de l'exercice</b>					
Capital social	150 737 092	150 285 032	150 948 310	150 778 992	125 573 180
Nombre d'actions ordinaires à la fin de l'exercice	75 368 546	75 142 516	75 474 155	75 389 496	62 786 590
Nominal par action	2 €	2 €	2 €	2 €	2 €
Nombre d'actions à dividende prioritaire (sans droit de vote) existantes	-	-	-	-	-
Nombre maximal d'actions ordinaires potentielles par exercice d'options	4 102 831	4 202 766	4 170 563	3 953 269	3 448 082
<b>II - Opérations et résultat de l'exercice</b>					
Chiffre d'affaires hors taxes	26 555 498	23 102 369	18 874 414	19 196 891	23 164 643
Résultat avant impôts, participation des salariés, amortissements et provisions	- 27 397 535	1 016 776	19 302 242	83 085 219	43 655 864
Impôts sur les bénéfices	35 839 607	49 412 228	22 793 593	30 755 302	56 232 494
Participation des salariés due au titre de l'exercice	-	-	-	-	-
Résultat après impôts, participation des salariés, amortissements et provisions	60 415 360	9 643 394	83 645 325	71 934 964	87 063 223
Résultat distribué (hors précompte)	112 763 769	90 597 541	75 505 458	62 787 810	118 974 880
<b>III - Résultat par action <sup>(1)</sup></b>					
Résultat après impôts, participation des salariés et avant amortissements et provisions	0,11	0,67	0,56	1,51	1,59
Résultat après impôts, participation des salariés, amortissements et provisions	0,80	0,13	1,11	0,95	1,39
Dividende net attribué à chaque action	1,55 <sup>(2)</sup>	1,50	1,20	1,00	1,00
<b>IV - Personnel</b>					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	152,83	140,75	124,25	125,58	130,33
Montant de la masse salariale de l'exercice	15 320 203	15 625 401	13 459 710	11 839 442	11 619 474
Montant des sommes versées au titre des charges sociales de l'exercice	14 454 558	12 131 203	12 339 268	7 335 249	5 782 541
dont intéressement	1 063 000	1 315 100	918 072	356 971	900 000
<i>(1) Sur la base du nombre d'actions à la fin de chaque exercice.</i>					
<i>(2) Proposition soumise à l'approbation de l'Assemblée Générale du 25 avril 2013.</i>					





Société Anonyme  
au capital de 150 737 092 euros  
Siège social : 154, rue de l'Université  
75007 Paris  
562 008 151 R.C.S. Paris

## DEMANDE D'ENVOI DE DOCUMENTS

### ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DU 25 AVRIL 2013

Tout actionnaire titulaire d'actions inscrites au nominatif peut demander à la Société de lui faire parvenir, à l'adresse qu'il précisera ci-dessous, le Document de Référence 2012 comprenant, notamment, le Rapport Financier Annuel 2012 ainsi que les informations et renseignements visés à l'article R. 225-83 du Code de commerce.

Le même droit de communication est ouvert à tout actionnaire propriétaire d'actions inscrites au porteur qui justifie de cette qualité par la remise d'une attestation de participation conformément aux dispositions visées dans l'avis de convocation en pages 3 et 4 ci-avant.

Les actionnaires titulaires d'actions inscrites au nominatif peuvent, par une demande unique, obtenir de la Société l'envoi systématique des documents et des renseignements précités édités à l'occasion de chacune des Assemblées d'actionnaires ultérieures. Dans le cas où cette demande aurait été précédemment formulée, ces documents seront prochainement adressés, sans qu'il soit par conséquent nécessaire de retourner le présent imprimé.

✂

Je soussigné .....

demeurant à .....

propriétaire de ..... actions de la société Imerys,

- ☐ demande l'envoi des renseignements et documents mis à la disposition des actionnaires pour l'Assemblée Générale Mixte du 25 avril 2013<sup>(\*)</sup>,
- ☐ demande l'envoi systématique, en qualité de propriétaire de ..... actions nominatives, des renseignements et documents mis à la disposition des actionnaires à l'occasion de chacune des Assemblées Générales ultérieures de la société Imerys<sup>(\*)</sup>.

Fait à ....., le ..... 2013

Signature

<sup>(\*)</sup> à cocher suivant votre situation et selon votre choix



